



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 26**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6**

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ  
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## du 24 février 2025

**M\_DL250224\_024**

### MARCHES PUBLICS - AFFIRMATION D'UNE POLITIQUE DES ACHATS RESPONSABLES - APPROBATION

**M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** - La Ville de Montivilliers effectue des achats de fournitures, travaux et services pour un montant d'environ 8,1 millions d'euros annuels (TTC) (\*).

La politique d'achats des collectivités territoriales représente un levier stratégique et opérationnel pour la mise en œuvre du développement durable.

Depuis de nombreuses années, la Ville a mis en place plusieurs actions qui ont permis d'optimiser ses achats. Par exemple, avec la rédaction du premier guide interne de la commande publique, puis la mise en place d'une nomenclature d'achat des fournitures et services, recensant l'ensemble des marchés à passer pour chaque famille d'achat, ce qui a permis d'appliquer la règle de computation des seuils et d'apprécier le type de procédure à mettre en œuvre en fonction du montant des achats à réaliser. Dans le cas où plusieurs services ont des besoins communs sur une même famille d'achat, un marché transversal est proposé afin de profiter de l'effet de massification et de réduction des coûts de procédure et enfin avec la mise en place d'une charte acheteur responsable.

Si les grands principes fondamentaux de la commande publique sont immuables, tels que la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures, l'ordonnance du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application du 31 mars 2016, ainsi que le code de la commande publique en 2019 sont venus réformer la commande publique en profondeur.

Je vous propose donc d'affirmer et renforcer la politique des achats responsables de la Ville permettant de mobiliser des acteurs économiques au service de l'efficacité de la dépense publique, de la performance des achats, de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, de privilégier des approvisionnements et des méthodes favorables à une transition écologique et énergétique.

Le processus des achats responsables s'appuie sur des outils de référence qui sont alimentés au fil des changements légaux et réglementaires et de la jurisprudence : le guide interne de la commande publique et la charte de l'achat durable. Ceux-ci permettent de :

- Rappeler les grands principes de l'achat public, les obligations légales et les règles internes pour plus d'agilité et d'efficacité du processus d'achat ;
- De fournir les outils pour faciliter la politique d'achat durable ;

Il vous est donc proposé de poursuivre cette démarche volontaire d'achat responsable pour notre Ville, sous deux axes :

#### **1er AXE : L'ACHAT RESPONSABLE**

La richesse des actions déjà entreprises sur cet axe doit permettre un développement de la politique d'achats responsables de la collectivité pour :

- Poursuivre l'intégration du développement durable dans les pratiques achats notamment par l'insertion de clauses et critères environnementaux pour protéger l'environnement et la santé ;
- Promouvoir la démarche d'achat solidaire et favoriser le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés grâce notamment à l'insertion par l'activité économique ou à l'attribution d'un nombre d'heures d'insertion à réaliser et privilégier les marchés ou les lots réservés aux structures dédiées (SIAE et ESAT) ;

- Privilégier l'achat de biens et services à moindre impact environnemental (circuits courts produits éco conçus, biens et services consommant moins d'énergie, d'eau et de transport, réduction des émissions de CO2, réduction des emballages, etc...) ;
- Soutenir et faciliter l'accès à la commande publique des TPE/PME et artisans ;
- Réaliser une veille des techniques innovantes et des solutions alternatives ;
- Développer les rencontres avec les fournisseurs en réalisant du sourcing pour mieux connaître les savoirs faire locaux ;
- Privilégier les différentes techniques et outils disponibles (matériaux biosourcés ou provenant du recyclage ; diagnostic déchets et ressources ; limitation de la production de déchets ; progression dans la voie de la sortie du plastique et du « jetable » ; valorisation de l'utilisation d'énergies renouvelables...) ;
- Développer les indicateurs nécessaires à la mesure et au suivi de la performance ;
- Prendre en compte, autant que possible, le cycle de vie complet des biens achetés (fabrication, transport, utilisation et gestion des déchets en fin de vie) ;

## **2ème AXE : LA PERFORMANCE ECONOMIQUE DES ACHATS**

Plusieurs leviers contribueront aux progrès de la collectivité dans la performance économique de ses achats. Ces leviers permettront des réductions de coût, une meilleure qualité pour les utilisateurs et une consommation maîtrisée.

- Privilégier les rédactions des cahiers des charges sous un angle fonctionnel (traduire le besoin par des attentes en termes de fonctionnalité et de performance) et favoriser les propositions de variantes des fournisseurs susceptibles d'améliorer les rapports coûts/qualité et développer leur capacité d'innovation ;
- Veiller à l'adéquation des besoins avec l'offre du marché économique ;
- Définir des critères pertinents de sélection des candidats et de choix des offres, facilement objectivables pour garantir l'égalité de traitement des candidats et le respect de la prise en compte des axes de développement durable ;
- Choisir les modalités d'allotissement les plus appropriés pour organiser et structurer la commande en fonction du besoin et du tissu économique ;
- Développer plus encore les groupements de commande si l'intérêt économique le justifie ;
- Assurer la planification et la programmation des besoins d'achat ;
- Développer la simplification administrative pour les entreprises et au sein de la collectivité ; réduire les coûts de gestion (dématérialisation des procédures, catalogues électronique etc...) ;
- Développer des stratégies d'achats différenciées par famille d'achats ;
- Mesurer la performance des achats avec les outils et indicateurs nécessaires au suivi de cette performance ;
- S'interroger sur la qualité, la démontabilité et la réparabilité des biens achetés, afin d'allonger leur durée d'utilisation ;

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire dite « *Loi AGECA-Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire* »,

**VU** la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite « *Loi Climat et Résilience* » et son décret d'application n° 2022-767 du 2 mai 2022, portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets

**VU** la Loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, dite « *Loi Industrie Verte* »

**VU** le décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code de la Commande Publique

**VU** le Plan National des Achats Durables (PNAD) 2022-2025

## **CONSIDÉRANT**

Que la Ville a déjà mis en place plusieurs actions qui ont permis d'optimiser ses achats ;

Qu'il est nécessaire d'affirmer et renforcer la politique des achats responsables de la Ville ;

**Sa commission municipale « administration générale » réunie le 7 février 2025, consultée,**

**VU** le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

**- D'approuver la politique d'achats responsables** de la Ville de Montivilliers au travers des deux axes ci-après, dans la continuité des actions déjà entreprises dans ce domaine :

### **1er AXE : L'ACHAT RESPONSABLE**

La richesse des actions déjà entreprises sur cet axe doit permettre un développement de la politique d'achats responsables de la collectivité pour :

- Poursuivre l'intégration du développement durable dans les pratiques achats notamment par l'insertion de clauses et critères environnementaux pour protéger l'environnement et la santé ;
- Promouvoir la démarche d'achat solidaire et favoriser le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés grâce notamment à l'insertion par l'activité économique ou à l'attribution d'un nombre d'heures d'insertion à réaliser et privilégier les marchés ou les lots réservés aux structures dédiées (SIAE et ESAT) ;
- Privilégier l'achat de biens et services à moindre impact environnemental (circuits courts produits éco conçus, biens et services consommant moins d'énergie, d'eau et de transport, réduction des émissions de CO2, réduction des emballages, etc...) ;
- Soutenir et faciliter l'accès à la commande publique des TPE/PME et artisans ;
- Réaliser une veille des techniques innovantes et des solutions alternatives ;
- Développer les rencontres avec les fournisseurs en réalisant du sourcing pour mieux connaître les savoirs faire locaux ;
- Privilégier les différentes techniques et outils disponibles (matériaux biosourcés ou provenant du recyclage ; diagnostic déchets et ressources ; limitation de la production de déchets ; progression dans la voie de la sortie du plastique et du « jetable » ; valorisation de l'utilisation d'énergies renouvelables...) ;
- Développer les indicateurs nécessaires à la mesure et au suivi de la performance ;
- Prendre en compte, autant que possible, le cycle de vie complet des biens achetés (fabrication, transport, utilisation et gestion des déchets en fin de vie) ;

### **2ème AXE : LA PERFORMANCE ECONOMIQUE DES ACHATS**

Plusieurs leviers contribueront aux progrès de la collectivité dans la performance économique de ses achats. Ces leviers permettront des réductions de coût, une meilleure qualité pour les utilisateurs et une consommation maîtrisée.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- Privilégier les rédactions des cahiers des charges sous un angle fonctionnel (traduire le besoin par des attentes en termes de fonctionnalité et de performance) et favoriser les propositions de variantes des fournisseurs susceptibles d'améliorer les rapports coûts/qualité et développer leur capacité d'innovation ;
- Veiller à l'adéquation des besoins avec l'offre du marché économique ;
- Définir des critères pertinents de sélection des candidats et de choix des offres, facilement objectivables pour garantir l'égalité de traitement des candidats et le respect de la prise en compte des axes de développement durable ;
- Choisir les modalités d'allotissement les plus appropriés pour organiser et structurer la commande en fonction du besoin et du tissu économique ;
- Développer plus encore les groupements de commande si l'intérêt économique le justifie ;
- Assurer la planification et la programmation des besoins d'achat ;
- Développer la simplification administrative pour les entreprises et au sein de la collectivité ; réduire les coûts de gestion (dématérialisation des procédures, catalogues électronique etc...) ;
- Développer des stratégies d'achats différenciées par famille d'achats ;
- Mesurer la performance des achats avec les outils et indicateurs nécessaires au suivi de cette performance ;
- S'interroger sur la qualité, la démontabilité et la réparabilité des biens achetés, afin d'allonger leur durée d'utilisation ;

- **De donner tous pouvoirs au Maire** pour suivre l'exécution de la présente délibération ;

*(\*) chiffre voté en décembre 2023 pour le budget principal de 2024 – dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement (hors chapitres 012, 014, 022, 65, 66, 67, 68, 020, 16, 204, 27) illustrant les achats, soit la somme des chapitres 011, 20, 21 et 23.*

**sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*